

**Liban - Lutte contre le terrorisme -
Syrie - Conférence de presse
conjointe de M. Emmanuel Macron,
président de la République, et de M.
Saad Hariri, Premier ministre
libanais - Propos de M. Macron**
(Paris, 01 septembre 2017)

Mesdames et Messieurs. Je voulais avant toute chose remercier le Premier ministre libanais Saad Hariri pour sa visite à Paris, il a pu rencontrer plusieurs membres du gouvernement, le Premier ministre ; et nous nous sommes entretenus à l'instant. Et je tiens aussi à le remercier pour les échanges fructueux que nous venons d'avoir.

Nous nous étions rencontrés à Beyrouth en janvier dernier lors de la campagne présidentielle, dans le cadre de la campagne présidentielle française, et je n'ai pas oublié l'accueil extrêmement chaleureux qu'il m'avait alors réservé je tiens à l'en remercier tout particulièrement aujourd'hui.

En accueillant le Premier ministre aujourd'hui à Paris c'est tout l'attachement, la relation entre nos deux pays que je tiens également à saluer, cette relation pluriséculaire qui trouve son prolongement dans nos échanges avec la densité du contenu et de ce que nous voulons continuer à faire vivre et dans le contexte régional troublé auquel le Liban se trouve confronté je voulais ici redire, et vous redire Monsieur le Premier Ministre que la France continuera évidemment à se tenir aux côtés du Liban.

C'est d'abord ce que nous tenons à faire dans le cadre de nos relations bilatérales économiques, culturelles, linguistiques - et nous en avons longuement parlé - avec une volonté de pouvoir sur ce plan reprendre des initiatives concrètes et nous poursuivrons cet échange lors de la visite d'État du président Aoun dans quelques semaines à Paris. Cette visite d'État, qui est la première que j'accueillerai depuis mon élection, est aussi le signe de la relation qui nous unit.

Ces derniers mois le Liban a franchi des étapes importantes en vue du retour à la normale des institutions. La Constitution même de votre gouvernement, l'arrivée président Aoun, puis durant le semestre passé la loi électorale qui était attendue et pour laquelle vous avez beaucoup oeuvré avec le président ont remédié à la fois à un contexte de crise, à un vide institutionnel et permis un retour à la normale.

Vous êtes en train de travailler sur plusieurs réformes importantes et je veux ici dire combien la France considère que ces réformes sont essentielles ; le renouvellement évidemment du Parlement s'inscrira dans cette démarche de relance du pays et je tiens à ce que la France puisse à tous égards accompagner pleinement ces transformations.

Ce dont nous avons besoin - et je veux le dire ici très clairement – ce que nous souhaitons encourager c'est un renforcement de l'État libanais. Et c'est donc avec cette philosophie et cette finalité que nous conduirons notre politique de coopération économique, le développement et l'implication des entreprises françaises au Liban, le souhait aussi de développer notre aide bilatérale et notre implication.

Nous avons également évoqué le défi sécuritaire et en particulier la menace terroriste qui est un sujet de préoccupation pour nos deux pays ; et je tiens à cet égard d'ailleurs à rendre hommage aux forces armées et de sécurité libanais qui oeuvrent sans relâche à préserver le Liban de la violence aveugle qui les frappe et à protéger la frontière.

Ce sont aussi ces forces qui préservent la souveraineté, la force de votre pays et de l'État libanais dont nous avons besoin que j'évoquais à l'instant.

Et je veux ici redire le plein soutien de la France. D'abord à travers la FINUL dont le mandat vient d'être renouvelé, ce que la France comme vous le savez a beaucoup soutenu, et dans laquelle nous sommes fortement impliqués avec la présence de 800 soldats français. Mais également avec la volonté de poursuivre notre coopération en matière militaire et sécuritaire et de pouvoir, avec nos partenaires italiens et vous-même, poursuivre ce qui a été commencé avec la conférence qui pourrait se tenir si tout le monde parvient à finaliser justement les derniers détails, et je sais que vous vous rendrez vous même en Italie dans les prochaines semaines.

Nous avons également abordé évidemment la crise des réfugiés, la situation que vous avez à connaître compte tenu du contexte régional. Le Liban, et je l'avais vu de mes propres yeux en janvier dernier en me rendant dans un campement de réfugiés qui est tenu je crois avec vraiment une implications des pouvoirs publics, une coopération avec l'ensemble de vos partenaires y compris des ONG de manière remarquable, le Liban accueille 1,2 millions de réfugiés aujourd'hui ; ce qui en proportion de votre population est une charge, un engagement qui manifeste à la fois le sens de l'implication morale de votre pays dans la région, mais également montre l'importance du Liban dans la stabilité de toute la région dans le contexte que nous connaissons. Ce sont au total 9 millions de réfugiés qui dans plusieurs pays frontaliers vivent aujourd'hui à l'écart de la Syrie mais constituent une partie de la sortie de crise.

Et donc dans ce contexte, je voulais ici rappeler plusieurs éléments. D'abord la France est pleinement engagée dans le cadre de la coordination, évidemment dans la lutte contre le terrorisme, et continuera à l'être jusqu'au bout. En Irak d'une part, en Syrie d'autre part, avec cette volonté justement de mettre un terme à toutes les formes de terrorisme dans la région. Ensuite, la France souhaite engager comme je l'ai annoncé il y a deux jours à la conférence des ambassadeurs une action diplomatique de construction de la paix et de stabilisation politique de la Syrie qui est une condition indispensable au retour à la normale. Dans ce cadre nous avons pris initiative de mettre en place un groupe de contact impliquant l'ensemble des parties prenantes au conflit et il est évident que les Syriens vivant à l'extérieur du pays et que les pays accueillant les réfugiés sont partie prenante de ce conflit et auront un rôle essentiel à jouer dans le cadre de ce groupe de contact.

Notre volonté est que nous puissions trouver une issue politique, une transition politique qui permettra un retour à la normale, l'éradication complète et durable de toute forme de terrorisme dans le pays et sa reconstruction avec les équilibres politiques nécessaires.

Dans ce contexte-là j'ai souhaité redire ici Premier ministre Hariri que le Liban est et demeurera le premier récipiendaire de l'aide française en réponse à la crise des réfugiés syriens, compte tenu de la charge qui est la vôtre ; et qui sera pleinement impliqué dans cette transition. Et donc pour parvenir pleinement à justement une avancée sur ce point je souhaite que nous puissions avoir durant le 1er trimestre 2018 à la fois une conférence des investisseurs qui pourra se tenir si vous le souhaitez à Paris afin de mobiliser l'ensemble des financements publics et privés pour aider le Liban à tous les développements économiques qui permettront aux Libanais mais également à l'ensemble des réfugiés impliqués de se développer avec de nouveaux projets et des financements dédiés.

Et toujours durant le 1er trimestre 2018 de pouvoir organiser une conférence du retour des réfugiés dans leur pays impliquant les principaux pays accueillant des réfugiés dans la région pour que cette question soit pleinement prise en compte dans le processus politique, pleinement pris en compte dans l'accompagnement économique et financier pour la région et soit une donnée de base dans la stabilisation durable de la Syrie et de toute la région.

Enfin, au-delà de ces questions nous souhaitons avec le Premier ministre Hariri renforcer le socle sur lequel la France et le Liban ont fondé leur amitié et leurs relations historiques exceptionnelles. Nos deux pays sont liés par un héritage commun, celui de la langue et de la culture ; et c'est cet héritage qui a fait du Liban ce lien entre l'Europe et l'Orient, entre la France et le monde arabe et que nous voulons préserver.

C'est cet héritage qui nous permet également de travailler étroitement main dans la main avec nos amis libanais pour faire face aux défis du monde contemporain comme je l'évoquais il y a quelques jours. C'est pourquoi nous sommes convenus avec le Premier ministre d'élaborer ensemble une feuille de route pour la francophonie qui permettra de prendre plusieurs dispositions y compris très concrètes pour encourager encore davantage la francophonie au Liban, pour renforcer la place du Liban dans la francophonie et répondre aux attentes légitimes des Libanais à notre égard.

Nous sommes déterminés à inscrire dans la durée cette coopération avec justement une implication de tous les domaines que je viens d'évoquer pour en faire l'expression de la relation spécifique entre nos pays.

La visite d'État du président Aoun le 25 septembre prochain permettra - j'en suis sûr - de confirmer cette volonté commune de renouveau du partenariat, d'en donner une traduction concrète et opérationnelle et je me rendrai moi-même à l'occasion des deux conférences que j'ai mentionnées au Liban en 2018 pour assurer le suivi et la relance des projets que nous avons amorcés ensemble.

Voilà Monsieur le Premier Ministre ce que je souhaitais ici restituer de notre échange en vous

redisant tout le plaisir que j'ai aujourd'hui à vous recevoir avec notre délégation ici à l'Élysée, et vous redire combien la France est aux côtés de votre pays, d'un État libanais fort et du programme de réformes que votre gouvernement met en oeuvre./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)